

Discours du 14 juillet

Mesdames, Messieurs, très chers Amis

Merci pour votre présence et ensemble remercions :

Nos élus du territoire, Sénateur A. GUIOL, le Député Franck GILETTI, madame Marie-Laure PONCHON avec qui nous exerçons les fonctions de Conseiller Départemental du canton de Garéoult et nous représentons le Président Jean-Louis MASSON, les représentants des autorités civiles, militaires du SDIS, de l'Ecole, Sécurité Civile et religieux, CCFF, les élus du CM et du Conseil Municipal des Jeunes, nos agents municipaux.

Le 14 juillet, ce n'est pas un rituel obligatoire, ça devrait être un jour de fête, la fête de la Nation Française, de notre Nation !

La fête de notre République, la fête de nos valeurs partagées, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, la fête de notre civilisation judéo-chrétienne, de notre civilisation occidentale.

Dans la période actuelle c'est sans doute un vœu ambitieux, peut-être utopique, mais nous pouvons continuer à y croire, le souvenir de la Révolution Française qui nous honore.

Ce n'est pas la guillotine, ni les piques sanglantes d'un peuple barbare, mais l'espoir de vivre librement et dignement c'est la Déclaration des Droits de l'Homme encore aujourd'hui inscrite dans le préambule de notre Constitution.

Elle annonce des droits conquis sur l'arbitraire, des droits et des obligations qui s'imposent parce qu'ils sont naturels, dépassant le juridique et les époques.

Fêter le 14 juillet, c'est rappeler notre histoire, c'est rappeler notre attachement à cette Déclaration et aux Droits fondamentaux qui y sont édictés, c'est les défendre, c'est défendre notre République fondée sur ces Droits qu'elle doit protéger et en permettre l'exercice pour tous les citoyens en assurant la cohésion et la solidarité entre tous.

Nous devons être libres de jouir de ces droits à condition d'en respecter les obligations.

La liberté d'opinion est fondamentale comme son expression, ni les partis politiques, ni nos dirigeants, ni les religieux fondamentalistes, ni les syndicats politisés, ne peuvent nous imposer des vérités et nous priver de cette liberté.

Des millions de voix sont ignorées parce qu'elles se sont portées sur tels partis frappés d'excommunication laïque, leur refusant arbitrairement une identité républicaine.

Il serait honteux et dangereux pour la cohésion sociale de rejeter les hantises et les aspirations que ces votes expriment :

- Le droit de vivre dignement de son travail et de ses retraites
- Un pouvoir d'achat qui s'effondre par le prix de l'essence, du gaz, de l'électricité, de l'eau etc... et de la nourriture
- La hantise d'un déficit public qui dépasse les 1000 milliards
- L'insuffisance du milieu médical, des médecins, hôpitaux etc. Des médecins et infirmiers qui ne peuvent plus travailler pour des honoraires imposés qui sont ridicules
- Une école publique qui doit être renforcée en moyens financiers, matériels et humains pour préserver et enseigner la laïcité, intégrer et former pour permettre l'égalité de tous.
- La guerre à nos portes, un terrorisme sur notre territoire
- Une immigration clandestine qui nous submerge, qui n'est pas maîtrisée et qui nuit avant tout à une immigration légale dont la France a besoin

- Une insécurité qui explose, meurtres, viols, vols et violence et une justice inefficace. Non l'insécurité ce n'est pas un ressenti mais une réalité terrible.
- Nos militaires, policiers, pompiers, enseignants, médecins et infirmiers qui sont agressés et tués et qui ne sont pas suffisamment protégés et soutenus par nos politiques qui restent spécialisés trop souvent dans les médailles posthumes !

Les solutions ne sont pas faciles, mais au moins que nos dirigeants écoutent toutes les voix qui se sont exprimées et nous montrent qu'ils ont compris et qu'ils vont se mettre au travail au lieu de se livrer à des combines électorales et des compromissions honteuses pour sauver des postes !

Protéger notre liberté que nous fêtons aujourd'hui, doit rester leur devoir.

Pour l'égalité nous avons notre Constitution sauf à l'état de donner les moyens d'y parvenir.

La fraternité est menacée.

La crise sociale est énorme comme la crise morale.

Les citoyens sont disloqués dans des blocs par majorité qui sont installés dans la critique, la négation des autres, dans des vérités affirmées, sans aucune tolérance ni acceptation des autres.

La violence est affichée comme une menace, l'exclusion comme une arme, la grogne sociale est proche de la rue, tous les débordements sont possibles tant les déceptions sont énormes.

Mais nous allons nous en sortir ensemble à Méounes et grâce à la République et à la Démocratie, grâce à notre Constitution, grâce à

nos valeurs, grâce à notre volonté de faire et d'appartenir à une grande nation la France fière de son histoire.

Soyons dans notre village heureux de pouvoir protéger nos familles, de vivre solidaires et en fraternité, dans un environnement merveilleux.

Je suis là pour vous y aider et vous pouvez compter sur mon engagement et mon dévouement.

J'ai besoin de vous. Aidez-moi par votre soutien et votre civisme.

Vive Méounes !

Vive la fête de notre République !

Vive notre France !